

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG cedex

Strasbourg, le 17/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 18/02/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

KUHN MGM

4 impasse des Fabriques
67700 SAVERNE

Code AIOT : 0006703247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/02/2026 dans l'établissement KUHN MGM implanté Parc de la Faisanderie - 67700 MONSWILLER. L'inspection a été annoncée le 02/02/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite intervient à la suite d'un nouvel incendie au niveau de filtre à poussière de l'installation de grenaillage.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- KUHN MGM
- Parc de la Faisanderie - 67700 MONSWILLER
- Code AIOT : 0006703247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société Kuhn exploite plusieurs sites dans le secteur de Saverne. Elle est spécialisée dans la fabrication et le montage de machines agricoles et forestières. Le site de Monswiller dédié à l'assemblage de grandes machines fait l'objet d'une autorisation d'exploitation au titre des installations classées par arrêté préfectoral depuis le 09/05/2007 notamment pour les rubriques 2565 (traitement de surfaces métalliques), 2920 (installations de compression) et 2940 (application

de vernis, peinture...). Il accueille aussi des activités soumises à déclaration sous les rubriques 2575 (emploi de matière abrasives) et 2910 (combustion).

Son activité de traitement de surface répond également à un classement "IED" sous la rubrique 3260 pour un volume total de cuves supérieur à 30 m³. De ce fait, les rejets eau de l'installation font l'objet d'un suivi spécifique renforcé encadré par des arrêtés complémentaires en 2009 et 2013.

Principales références réglementaires pour la visite :

- Arrêté préfectoral du 09/05/2007 autorisant la société KUHN à exploiter des unités de fabrication et de montage de machines agricoles à Monswiller ;
- Arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Contexte de l'inspection :

- Accident/incident

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées au préfet ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer au préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Déclaration d'accident/incident	Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 4	Sans objet	
2	Recherche de causes et mesures correctives	Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
3	Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation	Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 15.4	Sans objet	
4	AIR - Valeurs limites de rejet	Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, articles 8.4 et 8.5	Sans objet	
5	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet	
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet	

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a initié une démarche de recherche de cause et pris des dispositions pour mettre en place des mesures correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration d'accident/incident

Référence réglementaire : Arrêté préfectoral du 09/05/2007, article 4
Thèmes : Risques accidentels, /
Prescription contrôlée : " Tout accident ou incident susceptible de porter atteinte aux intérêts visés à l'article L 511-1 du Code de l'Environnement devra être déclaré dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées (article 38 du décret du 21/09/1977). (...)."
Constats : L'exploitant a informé l'inspection des installations classées d'un incendie survenu le 12/12/2025 sur le site de production de machines agricoles qu'il exploite à Monswiller. Cette information a été transmise le jour de l'incendie. Conformément aux dispositions de l'article R.512-69 du Code de l'environnement, il a également transmis un rapport d'incident dématérialisé via la téléprocédure prévue à cet effet.

Au regard des constatations effectuées par l'inspection lors de la visite sur site du 18/02/2026 et des informations fournies par l'exploitant, il ressort principalement les éléments suivants :

Vendredi 12/12/2025 vers 11h30, un incendie s'est produit dans le silo de récupération des poussières de l'installation de grenaillage. Cet incident a déclenché la coupure automatique des utilités et le déclenchement automatique du dispositif d'extinction à l'azote. Celui-ci n'a pas permis de stopper l'incendie. L'évènement a mobilisé les pompiers internes et externes au site pour éteindre l'incendie. Le bac de poussières de grenaille en feu a été déplacé à l'extérieur du bâtiment enfumé. Le personnel a évacué les locaux. Sept personnes incommodées par les fumées ont été prises en charge par le service de secours et d'incendie. L'activité a pu reprendre progressivement dans la journée après évacuation des fumées.

Un événement similaire sur le même équipement nous avait déjà été signalé par l'exploitant. Cet incident avait fait l'objet d'une visite d'inspection en date du 06/03/2025 et du rapport du 25/03/2025 correspondant.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 2 : Recherche de causes et mesures correctives

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 4

Thèmes : Risques chroniques, Retour d'expérience suite à incendie

Prescription contrôlée :

" (...) L'exploitant fournira à l'inspection des installations classées, sous quinze jours, un rapport sur les origines et causes du phénomène, ses conséquences, les mesures prises pour y remédier et celles mises en œuvre ou prévues avec les échéanciers correspondants pour éviter qu'il ne se reproduise. "

Constats :

L'exploitant a transmis, en date du 09/01/2026, un rapport synthétique détaillant la chronologie de l'incendie survenu dans le silo de poussières de grenaille, ainsi que les actions immédiatement mises en œuvre pour circonscrire l'évènement et en limiter les conséquences.

Toutefois, ce rapport ne permet pas d'identifier précisément les origines et les causes du phénomène, ni d'exposer les mesures correctives adoptées ou envisagées par l'exploitant afin d'éviter qu'un tel incident ne se reproduise.

En parallèle, l'exploitant a initié une démarche de recherche de cause et pris des dispositions pour mettre en place des mesures correctives.

Par courriel du 25/02/2026, il a transmis :

- les photos des correctifs apportés par ses équipes internes (mise à la terre de chaque filtre)
- un bon de commande pour l'acquisition d'un dispositif de sécurité (roue à aube) qui permettra d'améliorer l'efficacité de l'extinction automatique et d'assurer une meilleure étanchéité du dispositif à l'air ;
- le dernier rapport de la vérification des installations électriques APAVE (certificat Q18) du 27/03/2025 qui ne mentionne aucun danger constaté ;
- une commande passée en interne au service achat pour l'installation d'un système de détection des étincelles.

Ces éléments concourent à la prise en charge de l'analyse des causes et de la recherche de solutions par l'exploitant.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit toutefois compléter son rapport en donnant une analyse détaillée des causes de survenue de cet incident, des actions correctives mises ou à mettre en place et de l'échéancier associé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suite : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délai : 1 mois

N° 3 : Protection contre l'électricité statique et les courants de circulation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, article 15.4
Thèmes : Risques accidentels, Prévention du risque incendie
Prescription contrôlée : " Toutes précautions sont prises pour limiter l'apparition de charges électrostatiques, assurer leur évacuation en toute sécurité et pour protéger les installations des effets des courants de circulation. Les dispositions constructives et d'exploitation suivantes sont notamment appliquées : <ul style="list-style-type: none"> • Limitation des vitesses d'écoulement des fluides inflammables peu conducteurs ; • Utilisation lorsque cela est possible d'additifs antistatiques ; • Limitation de l'usage des matériaux isolants susceptibles d'accumuler des charges électrostatiques ; • Continuité électrique et mise à la terre des éléments conducteurs constituant l'installation ou utilisés occasionnellement pour son exploitation (éléments de construction, conduits, appareillages, supports, réservoirs mobiles, outillages,...)."
Constats : Dans son rapport d'analyse d'incident, l'exploitant fait mention dans la partie "causes racines potentielles" d'un défaut de mise à la terre des manches filtrantes. Par courriel du 25/02/2026, il a présenté les photos des correctifs apportés par ses équipes internes (mise à la terre de chaque filtre).
Type de suite proposée : Sans suite

N° 4 : AIR - Valeurs limites de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 09/05/2007, articles 8.4 et 8.5				
Thèmes : Risques chroniques, Poussières				
Prescription contrôlée : <u>Article 8.4</u> " Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :				
<table><tr><td>Nature de l'installation</td><td>Paramètres</td><td>Concentration mg/Nm³</td><td>Flux horaire kg/h</td></tr></table>	Nature de l'installation	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Flux horaire kg/h
Nature de l'installation	Paramètres	Concentration mg/Nm ³	Flux horaire kg/h	

Installation de grenailage	Poussières	50	0.95
----------------------------	------------	----	------

(...)."

Article 8.5
 "Les effluents gazeux rejetés sont périodiquement contrôlés avant toute dilution selon la fréquence suivante :

Nature de l'installation	Paramètres	Périodicité
Installation de grenailage	Poussières	tous les ans

(...)."

Constats :
 L'exploitant présente les derniers résultats des mesures réalisées sur ses rejets atmosphériques à la sortie du système de filtration de la grenailleuse (rapport d'essais APAVE du 30/10/2025).
 Les résultats pour les poussières respectent la valeur limite d'émission(VLE) :
 avec un taux de poussière mesuré à 0,13 mg/Nm³ pour une valeur limite d'émission fixée à 50 mg/Nm³.

Type de suite proposée : Sans suite

N° 5 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thèmes : Actions nationales 2026, Atmosphères explosibles (ATEX)
Prescription contrôlée : " L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. [...]"
Constats : L'exploitant dispose d'un plan des zones à risque d'incendie et ou d'explosion. Il a transmis une copie par courriel du 25/02/2026. Ce document n'appelle par d'observations. Cependant, l'inspection note pendant la visite, que les zones ATEX du secteur visité (grenailleuse, filtre...) ne sont pas matérialisés par un signalisation spécifique. L'exploitant a immédiatement remédié à cette situation et transmis les photos des marquages réalisés par courriel du 25/02/2026.
Type de suite proposée : Sans suite

N° 6 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65

Thèmes : Actions nationales 2026, Adéquation produits ATEX / Zonage

Prescription contrôlée :

" Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles."

Constats :

Peu d'équipements se trouvent dans la zone ATEX générée par le filtre de la grenailleuse.

Le seul équipement identifié par l'exploitant pouvant nécessiter le respect des dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles serait le capteur de température situé à l'intérieur du caisson du filtre qui donne l'ordre d'extinction.

Le jour de la visite, ce dispositif n'est pas visible sans avoir à démonter le caisson du filtre.

L'exploitant a transmis, par courriel du 25/02/2025, une photo du capteur. Un marquage « ATEX » figure sur l'équipement pris en photo.

Type de suite proposée : Sans suite

